

histoire  
politique  
société

# le débat

## **L'écologie dans la politique. Autour de Bernard Cazeneuve**

Dominique Bourg, Bernard Cazeneuve, Nathalie Kosciusko-Morizet, David Levaï, Henri Weber

**Pierre Vermeren :** Métropolisation : retour sur une idéologie de la modernité

## **L'année 1979 : un tournant mondial**

Jean-Pierre Cabestan, Hélène Carrère d'Encausse, Françoise Coste, Philippe Levillain, Olivier Roy, Richard Vinen

**Christopher Clark :** Actualité des révolutions de 1848

## **Sur les conséquences du big data pour la science**

Chris Anderson, Daniel Andler, Valérie Charolles, Jean-Gabriel Ganascia, Marc Mézard

## **Heidegger, les Cahiers noirs et le nazisme**

Luc Ferry, Guillaume Payen, Christian Sommer, Nicolas Weill

numéro **207** NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2019

**Gallimard**



---

**L'ÉCOLOGIE DANS LA POLITIQUE. AUTOUR DE BERNARD CAZENEUVE**

- 4 *Dominique Bourg* : Un projet républicain pas encore écologique.  
11 *Nathalie Kosciusko-Morizet* : RévolutionS.  
14 *David Levaï* : Du programme à l'action.  
20 *Henri Weber* : Une social-écologie est-elle possible ?  
26 *Bernard Cazeneuve* : Le politique et le savant.

- 
- 32 *Pierre Vermeren* : Métropolisation : retour sur une idéologie de la modernité.

---

**L'ANNÉE 1979 : UN TOURNANT MONDIAL**

- 47 *Françoise Coste* : 1979. Aux États-Unis, la fin d'un monde ?  
59 *Richard Vinen* : 1979. L'année phare du thatchérisme ?  
70 *Philippe Levillain* : 1979. L'avènement de Jean-Paul II. *Pontifex Romanus, Pontifex Mundi.*  
82 *Olivier Roy* : 1979. La révolution islamique en Iran.  
88 *Hélène Carrère d'Encausse* : 1979. Commencement de la fin de l'URSS ?  
94 *Jean-Pierre Cabestan* : 1979. Comment la Chine a renoué avec le monde.

- 
- 107 *Christopher Clark* : Actualité des révolutions de 1848.

---

**SUR LES CONSÉQUENCES DU BIG DATA POUR LA SCIENCE**

- 119 *Chris Anderson* : La fin de la théorie. Le déluge de data rend la méthode scientifique obsolète.  
123 *Daniel Andler* : *Nuova scientia* ou nouveau style scientifique ?  
132 *Valérie Charolles* : Illusions et vérités du big data.  
141 *Jean-Gabriel Ganascia* : Fin de la théorie ou renoncement à la raison ?  
148 *Marc Mézard* : L'intelligence artificielle et la démarche scientifique.

---

**HEIDEGGER, LES CAHIERS NOIRS ET LE NAZISME**

- 158 *Luc Ferry* : Heidegger, génial... et nazi. *Corruptio optimi pessima.*  
167 *Guillaume Payen* : Martin Heidegger et l'« auto-anéantissement » de « ce qui est juif ».  
179 *Christian Sommer* : Théologie politique de l'être. L'« erreur » de Heidegger à la lumière des *Cahiers noirs*.  
185 *Nicolas Weill* : Le prophète et le poète.
-

La collection complète du *Débat*  
est accessible en ligne sur le site :

**[www.le-debat.gallimard.fr](http://www.le-debat.gallimard.fr)**

L'ensemble des articles est indexé par titres, par thèmes et par auteurs. Les articles peuvent faire l'objet d'une recherche plein texte. Ils peuvent être achetés à l'unité. Les abonnements peuvent être souscrits en ligne ([gallimard.fr/revues](http://gallimard.fr/revues)).

Rédaction : Marcel Gauchet

Conseillers : Krzysztof Pomian, Jérôme Batout

Réalisation, Secrétariat : Marie-Christine Régnier

Éditions Gallimard : 5, rue Gaston-Gallimard, 75328 Paris Cedex 07. Téléphone : 01 49 54 42 00

La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés.  
Les manuscrits non publiés ne sont pas rendus.

**L'écologie**  
**dans la politique**  
***Autour de***  
***Bernard Cazeneuve***

Bernard Cazeneuve a présenté dans notre précédent numéro un projet ambitieux de refonte de l'idée républicaine en fonction de l'urgence écologique. L'importance de la proposition nous a semblé appeler une discussion de fond. Nous l'ouvrons ici sous les deux angles où elle doit être envisagée : sous l'angle proprement écologique, avec Dominique Bourg et David Levaï, et sous l'angle de la faisabilité politique, avec Nathalie Kosciusko-Morizet et Henri Weber. Nous les remercions d'avoir bien voulu nous livrer leur éclairage et nous remercions Bernard Cazeneuve de s'être prêté à cette confrontation.

# L'écologie dans la politique

## *Autour de Bernard Cazeneuve*

Dominique Bourg

*Un projet républicain  
pas encore écologique*

L'heure est à l'empressement écologique. Toutes les formations politiques sont désormais littéralement contraintes d'écologiser leur offre. Nulle formation, tout du moins dans l'Hexagone, ne semble y échapper, même s'il est des façons fort diverses de procéder. La donne écologique a en effet profondément changé ces deux dernières années. De lointaines et abstraites, les questions sont devenues sensibles et pressantes. La part la mieux formée de la jeunesse descend régulièrement dans la rue, les cas de dépression climatique enflent la clinique, des rapports scientifiques de plus en plus alarmants s'accumulent, etc. Ne rien dire, continuer à considérer les enjeux écologiques comme anecdotiques n'est plus tenable et devient même politique-

ment dangereux, tout du moins en Europe. D'une manière ou d'une autre, il convient d'apporter, avec un bonheur inégal, pour quelque formation politique que ce soit, une forme de réponse à une préoccupation au moins diffuse.

Il me semble utile, avant d'aborder l'argumentation de Bernard Cazeneuve, de rappeler en quoi, sur un plan écologique, le contexte a notablement changé durant les deux dernières années. Et c'est ce changement qui rend difficile d'échapper désormais à la pression écologique. J'évoquerai aussi, rapidement, l'éventail des postures possibles auxquelles le républicanisme écologique défendu par Bernard Cazeneuve vient s'ajouter.

*Une nouvelle donne*

Jusqu'à une date récente, le cœur des questions écologiques semblait devoir échapper au grand public, au premier chef les questions globales de climat ou d'évolution du vivant. En

---

Dominique Bourg est professeur honoraire à l'université de Lausanne. Il a conduit la liste « Urgence écologie » aux dernières élections européennes. Il a récemment publié *Une nouvelle Terre* (Desclée de Brouwer, 2018) et *Le Marché contre l'humanité* (PUF, 2019).

---

premier lieu, les mots pour désigner ces sujets sont abstraits et ne renvoient à aucune expérience corporelle et sensible. On ne perçoit pas, en effet, une température planétaire moyenne, des ppm (parties par million) ou un taux d'érosion de la biodiversité, ni la raréfaction des micro-organismes dans les sols, etc. À quoi s'ajoute le fait que le GIEC communiquait traditionnellement sur des températures moyennes planétaires à la fin du siècle. Imperceptibles, renvoyant à des enjeux au long cours, aux échéances lointaines, les problèmes écologiques ne pouvaient mobiliser le grand nombre.

Or, depuis l'été 2018, la donne semble avoir profondément changé. Une chronique incessante de catastrophes autrefois naturelles, des études scientifiques qui se bousculent et un toucher des problèmes font le lien entre expérience personnelle et alarmes scientifiques. Durant l'année 2018, de mai à octobre, des vagues de chaleur, souvent accompagnées de sécheresse, se sont propagées dans tout l'hémisphère Nord ; alors qu'autrefois les canicules – 2003 en Europe de l'Ouest, 2007 dans une partie de l'Australie, *idem* pour la Russie en 2010 – étaient tout aussi exceptionnelles que strictement locales. Songeons à 2019 où le pic de 46 °C a été atteint fin juin dans un village de l'Hérault, avec des feuilles de vignes brûlées. Pensons encore à fin juillet avec 42,6 °C à Paris, et même 43 °C en banlieue parisienne, 42,5 °C en Allemagne également, 41,8 °C en Belgique et 40,7 °C aux Pays-Bas. Le caractère hors norme de l'été 2019 n'a donc nullement échappé à nos sens et certainement pas au vécu de nos capacités de régulation thermique. Même l'effondrement des populations sauvages n'échappe pas à nos sens par le test du pare-brise, ou par le peu d'insectes voletant dans le cône de lumière des réverbères des campagnes gonflées aux pesticides. Là encore, certaines

expériences font le relais avec les études scientifiques et leur diffusion par la presse. Ce sont ces changements qui permettent de comprendre la mobilisation et l'inquiétude extrême de la jeunesse depuis l'automne 2018. Durant la mémorable sécheresse de 1976, les températures caniculaires n'avaient pas dépassé les 36 °C. Le film *Canicule* avec Lee Marvin sorti en 1984 commençait, si mes souvenirs sont justes, avec un thermomètre affichant une température d'une trentaine de degrés. Or, on ne compte plus, désormais, les journées estivales à 35 °C ou plus.

Dès lors, l'indifférence politique n'est plus de mise ou, tout du moins, elle ne pourra se maintenir longtemps.

Mais cette indifférence existe encore. Semblent en effet caractériser nombre de partis populistes de droite extrême un déni, ou rejet, des questions écologiques, accompagnés de négationnisme climatique. Tel est, par exemple, le cas de l'AfD en Allemagne, d'Orban en Hongrie ou du PiS polonais, ou encore de Salvini en Italie, d'Erdogan en Turquie, etc. Se distinguent de ce type de réactions celles de Trump et de Bolsonaro, où l'indifférence cède la place à une obsession tonitruante des enjeux environnementaux, qui décide alors, négativement, de l'ensemble de la trajectoire politique suivie, ou peu s'en faut. On passe ainsi d'une indifférence par nature passive à une obsession active. Vient ensuite la prise en compte au moins discursive du sujet. Sur ce plan, le Rassemblement national s'est distingué lors des dernières élections européennes en jouant la question écologique autour du sujet de la frontière : serait écologique tout ce qui se situerait en deçà des frontières. Très partiel et étroit, mais politiquement efficace : il s'agit d'une écologisation du nationalisme, par définition partielle compte tenu du caractère global des

Dominique Bourg  
Un projet républicain  
pas encore écologique

principaux problèmes. L'équivalent suisse du RN, l'UDC, hésite entre le négationnisme classique et l'imitation du RN, sur le mode : « Le changement climatique, c'est la faute des étrangers. » Là, on touche quelque chose de très répandu, à savoir l'approche malthusienne, voyant dans la surpopulation des pauvres l'origine de tous les problèmes. Ces positions sont autant d'incitations à l'inaction, notamment climatique.

Avec les formations de droite plus classiques et modérées, tout du moins qui peuvent apparaître telles, la réappropriation est tout aussi contestable. Les propos récurrents de l'ancien président de la République et ancien responsable des Républicains, Nicolas Sarkozy, selon lesquels c'est la démographie qui est responsable des dégradations écologiques, sont aussi inexacts que révélateurs d'une pure posture. La source de ces dégradations est en premier lieu la hauteur des flux d'énergie et de matière liée à nos modes de vie. Plus on dispose d'un niveau de vie élevé et plus on détruit. 10 % de la population mondiale sont par exemple responsables de 50 % des émissions de gaz à effet de serre et les 50 % les plus pauvres n'émettent que 10 % des émissions mondiales. Et, évidemment, plus il y a de gens dotés d'un niveau de vie élevé et plus... Il n'empêche, toutefois, que chaque être humain, quel que soit son niveau de vie, a besoin d'une surface minimale pour épurer son air et son eau, produire sa nourriture, etc. La démographie compte, mais seulement comme un des déterminants en cause, et non le premier. Accuser la seule démographie permet de s'exonérer de tout effort. Côté LRM, c'est le grand écart entre une parole présidentielle, notamment sur la scène internationale, aussi écologique que possible, et un détricotage de tous les processus de défense de la biodiversité et, au mieux, un surplace climatique au plan national<sup>1</sup>.

Au centre, les choses semblent plus sérieuses. En Belgique, le parti francophone cdH (Centre démocratique humaniste) tend à écologiser son offre politique et n'hésite pas à assumer des postes ministériels écologiques sans démériter. Le PDC en Suisse amorce, semble-t-il, une évolution analogue. Telle est la voie qu'avait cherché à ouvrir, il y a longtemps déjà, Corinne Lepage en fondant CAP 21, avec un succès malheureusement alors limité. On reste avec toutes ces initiatives toutefois relativement loin d'une politique de réduction générale des flux d'énergie et de matière.

Du côté de la gauche, on feint d'avoir toujours été écolo ou l'on n'accepte, au mieux, de ne faire qu'une partie du chemin. Dans ces formations de gauche cohabitent des amis du glyphosate et autres productivistes par espérance marxiste et des amis plus ou moins cohérents de l'écologie. Comme à La France insoumise, on affirme la règle verte selon laquelle on ne doit pas plus prendre à la nature que ce qu'elle nous donne, tout en rêvant d'un taux de croissance d'au moins 2 % pour séduire Billancourt.

Telle est la toile de fond sur laquelle l'initiative de républicanisme écologique de Bernard Cazeneuve cherche à se détacher.

*Le projet républicain  
de Bernard Cazeneuve*

Le texte de l'ancien Premier ministre ne revient ni sur l'histoire du socialisme ni sur celle, plus récente, de la néolibéralisation du Parti socialiste, probablement lancée dès l'ère mitterrandienne. Une refondation exigerait pourtant

1. Cf. notamment Michel Prieur, Corinne Lepage, Christian Huglo, Philippe Billet, Jean Untermaier, Jérôme Fromageau *et al.*, « Droit de l'environnement en France, une régression généralisée », *Le Monde*, 26 juin 2019.



un bilan du passé. Il y a, en effet, trop de trajectoires baroques au sein de l'ex-*ps* – par exemple celle d'un Stéphane Travert ou celle d'un Christophe Castaner parmi beaucoup d'autres – pour qu'il soit légitime de s'interroger sur les mécanismes qui ont conduit à la liquidation du socialisme chez ceux qui étaient censés le porter. Cela semble un préalable à tout effort de refondation.

Quoi qu'il en soit, l'argumentaire de Bernard Cazeneuve coche successivement toutes les cases afférentes à un rejet du néolibéralisme, puis à une profession de foi écologique. Alors que le néolibéralisme consiste, pour une part essentielle, à réduire au maximum le rôle de l'État afin de donner le plus possible libre cours au jeu des acteurs au sein du marché le moins régulé possible, faisant abstraction de l'espace et des distances, notre auteur réaffirme l'importance et de l'État et des territoires. À ce propos, il condamne la réduction partielle de la construction européenne à un espace dédié à la concurrence. Il revient sur la folie néolibérale de ces dernières décennies et prend clairement ses distances. Sans quoi toute tentative d'écologisation est vaine. Cette dernière consistant, en effet, pour une part en une reconnaissance de biens communs fondamentaux à protéger, elle transcende le marché et les intérêts étroitement individuels auxquels il donne libre cours. Ces biens communs sont, au premier chef, la stabilité climatique, la conservation du vivant et la santé publique. C'est effectivement à l'État, lequel peut à la fois s'appuyer sur des organisations de la société civile et être interpellé par elles, de défendre l'intégrité de ces biens communs contre divers intérêts particuliers. Ce qui est d'ailleurs difficile pour un État dont l'organisation en ministères recouvre par trop des intérêts catégoriels. D'ailleurs, il est dans le texte nommément fait mention des communs.

Il souligne l'importance des territoires et indique les domaines d'action prioritaires, à savoir l'énergie, la mobilité, l'urbanisme, le bâtiment et l'agriculture. Ce sont à la fois des domaines essentiels pour une écologisation de la société et qui appellent des règles générales refondées qu'il s'agit à nouveau de définir démocratiquement, dans le cadre des institutions publiques, à la faveur d'un jeu associant nos connaissances scientifiques à la société civile organisée<sup>2</sup>.

Considérons le cas de l'agriculture. Son écologisation ne se réduit pas à la suppression des seuls pesticides, comme semble le suggérer notre ministre, laquelle n'est d'ailleurs possible que par une refonte des pratiques, au sein de l'agro-écologie ou de la permaculture. Posent autant problème que les pesticides les flux d'azote et de phosphore, indispensables à l'agriculture industrielle, lesquels renvoient au problème des limites planétaires, les plus bousculées par nos activités<sup>3</sup>. À quoi s'ajoute le côté hautement énergivore de l'agriculture standard qui exige dix calories, essentiellement fossiles, par calorie alimentaire produite. Ainsi, toucher à l'agriculture, c'est affecter profondément les activités industrielles et, derrière elles, la division sociale du travail qui sous-tend l'état actuel de la société. Une

2. Ce que l'on appelle « démocratie écologique », qui consiste à écologiser la démocratie en introduisant dans le processus de décision des connaissances scientifiques sur les milieux qui nous font vivre (cf. Dominique Bourg et Kerry Whiteside, *Vers une démocratie écologique. Le savant, le citoyen et le politique*, Éd. du Seuil, 2010) ; à ne pas confondre avec la démocratie environnementale qui consiste à démocratiser les processus de décision environnementaux.

3. Voir Johan Rockström *et al.*, « A Safe Operating Space for Humanity », *Nature*, vol. 461, n° 7263, 24 septembre 2009, pp. 472-475 ; puis mise à jour par Will Steffen *et al.*, « Planetary Boundaries : Guiding Human Development on a Changing Planet », *Science*, vol. 347, n° 6223, 15 janvier 2015, 1259855. Voir aussi D. Bourg, « La démocratie représentative au défi des limites planétaires », *La Pensée écologique*, n° 3, 2019/1, pp. 8-18.

Dominique Bourg  
Un projet républicain  
pas encore écologique

agriculture écologisée exigerait un retour important de main-d'œuvre vers les champs. *Grosso modo*, avec la permaculture et en termes de maraîchage, à condition de disposer des aménagements requis par rapport au maraîchage conventionnel, on peut aller jusqu'à produire dix fois plus à surface égale, avec cependant vingt fois plus d'heures de travail humain. Il suffit de ce simple exemple pour rappeler que l'écologisation ne se réduit pas à un changement partiel de techniques. Elle est solidaire d'une profonde transformation sociale.

Bien sûr, notre ministre n'oublie ni qu'il est désormais impossible de se contenter du PIB en matière d'indicateurs économiques et sociaux, ni de fustiger la financiarisation de l'économie, qui est une autre conséquence directe du néolibéralisme. Le poids majeur de la finance, avec l'actuelle organisation des marchés financiers, tire en effet l'ensemble de l'économie vers un court-termisme écocidaire<sup>4</sup>.

Bernard Cazeneuve évoque bien l'«urgence écologique» mais sans se référer précisément à ce qu'elle signifie. Comme le montrait le rapport SR 15 du GIEC publié en octobre 2018, pour ne pas dépasser la cible d'une augmentation de la température moyenne par rapport à l'ère préindustrielle des 1,5°C-2°C, il conviendrait de baisser les émissions de gaz à effet de serre de 45 % à 58 % à l'échelle mondiale d'ici à 2030. Ce qui implique un plafonnement des émissions mondiales en 2020, puis une baisse régulière jusqu'à 2030, avec un taux de réduction annuel d'au moins 4 %. Dans un espace de temps si court, réduire les émissions de moitié, et plus encore pour la France, renvoie pour l'essentiel à des changements de comportement et à des associations techniques-comportements. On ne saurait, en effet, changer en dix ans l'ensemble des dispositifs de production de l'énergie (plus

de 80 % de l'énergie primaire mondiale sont issus de ressources fossiles) conçus pour durer, ni les infrastructures (habitat et urbanisme) responsables d'une grande part de nos émissions<sup>5</sup>. Il n'est rien de tel qui apparaisse dans les propositions de Bernard Cazeneuve.

Rappelons encore que les 1,5 °C et même les 2 °C ne peuvent plus être atteints sans émissions négatives. En d'autres termes, selon le même rapport du GIEC, nous ne pourrions y parvenir et, plus exactement, y revenir après les avoir dépassés qu'en pompant du CO<sub>2</sub> de l'atmosphère, et ce grâce à la production en masse de l'électricité par de la biomasse, tout en captant et stockant le CO<sub>2</sub> à la sortie des cheminées des centrales thermiques. Solution à la Shadok, car elle serait, entre autres, éminemment destructrice d'une biodiversité aux abois et poserait un sérieux problème de concurrence quant à l'usage des sols, compte tenu des lourdes menaces qui pèsent d'ores et déjà sur nos capacités de production alimentaire<sup>6</sup>. Quant au dépassement des 2 °C, que nous atteindrons selon la dernière modélisation de l'IPSL quoi qu'il arrive, dès 2040, en raison de l'inertie du système climatique (le pouvoir total de réchauffement de nos émissions n'est pas immédiat, mais exige le déploiement de rétroactions positives), il signifie une sortie du haut du tunnel des variations de la température auquel toutes les espèces sont adaptées depuis le début du quaternaire, il y a deux millions six cent mille ans. Durant tout le qua-

4. Voir à ce sujet Nicolas Bouleau, *Le Mensonge de la finance. Les mathématiques, le signal-prix et la planète*, L'Atelier, 2018.

5. Voir à ce propos l'étude de B&L évolution, « Comment s'aligner sur une trajectoire compatible avec les 1,5 °C? », février 2019 (consultable en ligne).

6. Voir, à ce sujet, « Entretien avec Hervé Le Treut. Examen des techniques de géoingénierie », consultable en ligne sur le site de *La Pensée écologique* (9 mars 2019).

ternaire, la température moyenne sur Terre n'a en effet jamais dépassé celle de l'ère préindustrielle de plus de 2°C. Rappelons encore que lors des ères glaciaires, l'ensemble des espèces se réfugiaient *grosso modo* entre les tropiques. Le dépassement des 2°C, outre qu'il rend plus probable un emballement du système et une dérive incontrôlée vers une planète étuve, signifie l'entrée de l'ensemble du vivant dans une dynamique tout aussi inédite que dangereuse. Pour ceux qui ont plus le regard rivé sur le cours des actions que sur celui du thermomètre, rappelons qu'avec une hausse moyenne de la température d'à peine plus d'1°C, nous avons connu une série de maxima l'été dernier, évoqués précédemment avec un record de 46°C observé dans le sud de la France en juin. Je rappellerai encore que les plantes arrêtent leur activité photosynthétique entre 40°C et 45°C, et que les céréales, particulièrement sensibles, la réduisent dès que la température monte au-delà des 30°C. Ce sont encore aujourd'hui 88 départements français qui sont sous stress hydrique. Redisons-le, le changement du régime des pluies est un aspect essentiel du changement climatique en cours. Je ne sache pas que ces éléments sur la sortie du tunnel des températures du quaternaire soient connus de notre ministre ; en tout cas, cela ne transparaît nullement.

Plus généralement, notre ancien Premier ministre, par rapport au cœur du sujet, à l'instar, d'ailleurs, du reste de la classe politique, ne parvient pas à regarder la réalité en face. La réalité en question est celle de l'augmentation constante des flux d'énergie et de matière avec l'ère industrielle. C'est cette hausse qui constitue la cause du franchissement des limites planétaires, celle de l'explosion de l'empreinte écologique (à l'échelle globale, nous sommes à 1,7 planète), et qui débouche sur la dégradation en cours de

l'habitabilité de la Terre. Il n'est donc aucune écologie qui vaille sans régression rapide de la hauteur de ces flux, comme nous venons de le voir avec le rapport SR 15 du GIEC pour les flux de carbone. Or, ces flux sont la réalité matérielle sous-jacente à la croissance du PIB mondial. On a beau parler de « nouveau régime de croissance », à l'instar de notre ministre, de croissance qualitative, sélective, régénératrice, etc., cela ne change rien, ce n'est que pure rhétorique. Nous cherchons le Graal, à savoir un prétendu découplage absolu entre les flux évoqués et la croissance de la richesse monétaire, depuis plus de quarante ans... Au bout du compte, la consommation de ressources croît depuis le début des années 2000 plus vite que la croissance du PIB<sup>7</sup> ; et le léger découplage relatif de la consommation d'énergie par point de PIB n'empêche nullement les émissions de GES d'augmenter *grosso modo* de 2% par an ! Ces expressions autour du « nouveau régime de croissance » relèvent de la pensée magique. Ce sont autant de variations autour d'un même déni de réalité. Elles sont simplement le symptôme d'une civilisation qui refuse de mourir et accélère par là même le processus de sa destruction.

S'y refuser nous conduit nécessairement à la catastrophe. Quelle catastrophe ? Ne considérons qu'un paramètre quant à la péjoration de l'habitabilité de la Terre, celui du dépassement de nos capacités de régulation thermique. Lorsque la chaleur ambiante monte, il nous est nécessaire, pour maintenir notre température interne, d'évacuer la chaleur de notre corps, et ce, grâce à la transpiration. Or, lorsqu'à la chaleur s'ajoute l'humidité, cela nous devient difficile. Et lorsque chaleur et humidité augmentent de concert, la

7. Cf. UNEP, « Global Material Flows and Resource Productivity », 2016 (consultable en ligne).

Dominique Bourg  
Un projet républicain  
pas encore écologique

difficulté finit par céder la place à l'impossibilité. Nos capacités de régulation thermique sont alors saturées, au point que nous finissons par mourir en moins de dix minutes. Une étude de synthèse, appuyée sur les récentes canicules qui se sont produites de par le monde, avec leur cortège de décès, nous montre que ce phénomène, qui affecte déjà 20 % de la population, mais avec une probabilité de décès faible en cas de canicule, pourrait, avec le scénario RCP 8.5 du GIEC (avec ses anciennes valeurs), toucher jusqu'à 80 % de la population humaine, avec des canicules devenues standard et avec une probabilité de décès dès lors très forte, si l'on se trouve dans l'impossibilité de se réfugier tous les sept à huit minutes dans un lieu frais<sup>8</sup>.

Pour les lecteurs transhumanistes, je rappellerai qu'il en va des *data centers* un peu comme des abeilles cherchant par temps de canicule des draps mouillés pour se rafraîchir : pas de *data centers* sans réfrigération.

Revenons à la question d'une économie régénératrice. Le concept est loin d'être absurde, mais le seul exemple que l'on connaisse est celui de la permaculture<sup>9</sup>. Rappelons que la permaculture renonce à toute mécanisation et, évidemment, aux produits de synthèse mais, surtout, elle ne prend plus la nature de front, elle en joue. Son principe est de reproduire la complexité des écosystèmes où les différentes espèces s'épaulent les unes les autres, certaines plantes fixant l'azote pour les autres, certaines attirant les prédateurs des prédateurs des autres, etc. Dès lors, comme nous l'avons évoqué, il est possible d'atteindre de hauts rendements tout en régénérant les sols. Ses répondants industriels sont de produire des moquettes qui fixent la poussière de l'air proche ou des chaises avec du CO<sub>2</sub> capté, lui-même avec un coût énergétique, ce que n'importe quelle chaise en bois effectue à un coût bien moindre...

Il est encore un manque significatif dans ce texte. Bernard Cazeneuve ne parle pas d'*adaptation* aux changements en cours touchant en premier lieu la vie sur Terre, climat inclus. Or, il revient non seulement aux autorités publiques de réduire la contribution de leur pays à la destruction générale, mais encore de préparer leurs populations et leurs territoires aux changements en cours qui n'iront qu'en s'accroissant malheureusement, ces derniers n'étant pas linéaires. C'est effectivement, maintenant, par exemple, qu'il convient de préparer les villes à la montée des températures, d'imposer des normes de construction contre le chaud et non seulement le froid, d'opter pour une agroécologie qui régénère les sols et résiste mieux à l'évolution du climat, etc. Et, pour le coup, c'est une tâche éminemment publique et collective<sup>10</sup>.

Enfin, Bernard Cazeneuve ne nous dit rien non plus de la recomposition droite-gauche autour de l'écologie<sup>11</sup>, un peu comme si le passage du socialisme à l'écologie était une évidence, alors qu'il s'agit notamment de tourner le dos à des décennies de productivisme d'origine marxiste, curieux!

*Dominique Bourg.*

8. Camilo Mora *et al.*, « Global Risk of Deadly Heat », *Nature Climate Change*, vol. 7, juillet 2017 (consultable en ligne).

9. Pour la permaculture, voir la contribution de François Léger *et al.*, « Permaculture (point de vue 2) », *La Pensée écologique*, octobre 2017 (consultable en ligne).

10. Voir, à cet égard, les développements de Delphine Batho sur l'État résilient dans *Écologie intégrale. Le Manifeste*, Le Rocher, 2019.

11. Voir Dominique Bourg, *Le Marché contre l'humanité*, PUF, 2019, p. 159 sq.

# Nathalie Kosciusko-Morizet

## *RévolutionS*

C'est un bel effort, qu'il faut saluer, que de tenter une synthèse entre les idéaux républicains et l'impératif écologique. Et un signal positif, lorsqu'un leader d'un parti ancien, plutôt que d'ignorer l'écologie, ou de la sous-traiter à ses alliés de circonstance, s'en saisit. Aussi, ce texte est non pas une critique – qui serait d'autant plus déplacée que pour avoir tenté un mouvement semblable avec le Grenelle de l'environnement, d'abord dans la campagne de 2007, puis au gouvernement, j'en connais toute la difficulté –, mais une contribution exigeante. Et un encouragement à aller plus loin en même temps qu'une proposition de méthode.

Aller plus loin d'abord. La crise écologique est si profonde, si fondamentale qu'elle remet en question tous nos équilibres démocratiques, économiques et sociaux. Voilà un constat partagé. Qui appelle naturellement une refonte de tous nos dispositifs, et non pas un ajustement. Quelle fatalité, dès lors, amène donc les politiques de tous horizons à faire de l'écologie l'astre qui fera de nouveau luire leurs vieilles lunes ? Personne n'y échappe : la droite y voit l'argument définitif en faveur du nucléaire, les Démocrates américains forgent un « Green New Deal » qui sent bon les années 1930 et Bernard Cazeneuve nous propose un grand plan d'investissement. Au demeurant, il y a sans doute à prendre un peu dans tout cela. Mais, enfin, on aimerait plus d'audace créative.

Elle pourrait passer, je crois, par la prise en

compte des interactions non pas seulement entre le corpus de doctrine de chacun et l'enjeu écologique, comme dans les exemples précédents, mais par l'introduction dans l'équation d'une troisième dimension, celle de la disruption numérique.

Comme l'écologie, le numérique change profondément la donne. Et à un rythme accéléré. Les grandes transformations technologiques du passé ont été absorbées parfois en plusieurs générations (l'imprimerie, la machine à vapeur) ou, au moins, en quelques décennies (la téléphonie, les premiers ordinateurs). Le rythme fou du développement des réseaux, des technologies et de leurs applications bouscule aujourd'hui toutes les organisations et toutes les sphères, privées et professionnelles, sans exception ni répit. Les réseaux sociaux, c'est déjà hier. Voici le temps de l'intelligence artificielle, du big data. Et bientôt de l'ordinateur quantique.

Il ne s'agit pas de compliquer inutilement le jeu, qui l'est bien assez. Mais de construire des solutions pour aujourd'hui et demain, forgées au feu de toutes les grandes transformations en cours. La confrontation entre les doctrines politiques et la seule transformation écologique sent souvent l'autocritique ou l'autojustification, selon le tempérament de l'auteur. Surtout, elle prive la réflexion de pistes utiles. Parfois, sauter d'un bond dans l'avenir est plus facile que d'y entrer à petits pas : des pans entiers de l'Afrique sont entrés dans la téléphonie mobile et tous les services associés sans jamais passer par le filaire. Face à un mur, un saut quantique peut être une meilleure solution.

Revisitons la question nucléaire à cette aune : à système de distribution constant, extrêmement centralisé comme le nôtre, oui, les énergies renouvelables rencontrent des limites techniques

---

Nathalie Kosciusko-Morizet a été secrétaire d'État chargée de l'écologie, puis ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, de 2007 à 2012. Elle a été responsable du Grenelle de l'environnement. Elle est notamment l'auteur de *Nous avons changé de monde* (Albin Michel, 2016).

---

et le nucléaire est plus économe en CO<sub>2</sub> autant que moins cher du fait des économies d'échelle. C'est moins évident dans un système décentralisé et moins encore dans un système optimisé par le numérique.

De la même manière, le développement des lieux de *coworking* et du travail à distance bouscule considérablement la question des déplacements maison-travail, et donc celle de l'urbanisme et de l'attractivité territoriale. Si on l'omet, on peut être tenté par une politique d'aménagement du territoire et d'investissements classiques, telle que la propose Bernard Cazeneuve. En l'intégrant, la perspective change : le rêve de la ville à la campagne retrouve du sens et une nouvelle politique des territoires peut voir le jour.

La conception de la citoyenneté elle-même doit être revisitée. Dans une démocratie représentative classique, les représentants sont les pivots. Il importe qu'ils soient mobilisés sur les enjeux environnementaux et porteurs de politiques fortes et justes. Les politiques centralisées sont incontournables. Dans un monde numérisé, où les intermédiaires se trouvent déstabilisés, les citoyens gagnent de nouveaux moyens d'action – ils peuvent devenir des « consom'acteurs », au travers de leurs choix de consommation responsables, participer plus facilement à des groupes de pression ou des actions collectives – et en même temps ils se trouvent exposés à des opérations de manipulation inédites dans leur ampleur. À quoi ressemble une démocratie vivante à l'heure des grandes transformations écologiques et numériques ? Certainement pas seulement au jeu institutionnel du passé, fût-ce avec des élus qui auraient enfin acquis une conscience écologique. Dans un monde où l'on note quotidiennement tous les services, du livreur jusqu'au médecin, et même au professeur

dans le système éducatif américain, pourra-t-on accepter durablement de ne voter pour ses élus que tous les cinq ou six ans ?

Je ne prétends pas ici apporter des réponses. J'appelle simplement à ouvrir plus largement le champ de la réflexion. Et plutôt que confronter seulement les idéologies et les réponses du passé à l'impératif écologique, ce qui aboutira inévitablement à des solutions tronquées, dresser d'emblée un jeu d'équations qui est celui du nouveau monde.

Dans ce nouveau monde, les rapports de force se trouvent profondément modifiés. Il faudrait, là aussi, songer à faire preuve de créativité. J'ai participé pendant des années à des négociations internationales environnementales dont l'impact, avec le recul, m'apparaît franchement incertain. La grammaire de ces négociations était celle des rapports de force de l'après-guerre. On prétendait faire entrer la question environnementale à l'OMC, alors même que celle-ci prévoyait par construction dans ses traités fondateurs qu'elle en était exclue. Ou bien on négociait dans des enceintes parallèles des traités pour lesquels il n'était pas prévu de mécanisme de sanction efficace.

Il y a matière à créer de nouvelles alliances. L'impératif écologique peut être le moteur d'une nouvelle compétitivité pour les entreprises – qui sont singulièrement absentes de la contribution de Bernard Cazeneuve –, comme le paradigme de la refondation d'un nouvel ordre mondial pour les États. Les premières auront développé des produits et des équipements plus adaptés, sous la contrainte de normes plus exigeantes, et seront donc mieux positionnées sur des marchés mondiaux en pleine mutation. Les seconds auront gagné en légitimité et pris la tête de coalitions portées par une opinion

publique de plus en plus sensible aux enjeux environnementaux.

Encore faut-il être crédibles, collectivement et individuellement. Bernard Cazeneuve pointe justement le problème de l'importation massive du soja brésilien, produit direct de la déforestation que nous dénonçons par ailleurs. À l'échelle individuelle, Joe Biden, ancien vice-Président américain et candidat à l'investiture démocrate, s'est trouvé confronté à un problème similaire lorsqu'il a été récemment mis en cause sur sa cohérence dans un débat électoral sur le changement climatique : il se déclarait favorable à la sortie des énergies fossiles, à la veille d'une soirée de levée de fonds organisée par un grand donateur qui y avait partie liée. Dans un système démocratique, la crédibilité est le premier capital. Qu'il faut travailler et défendre, sans concession ni naïveté.

Une proposition de méthode, enfin. Bernard Cazeneuve dresse une liste de politiques publiques à mettre en œuvre. Pourquoi pas ? Il en existe beaucoup, elles se recoupent souvent et souffrent du défaut que je pointais au début de ce texte : chacun a son biais idéologique, tant et si bien que ces listes ont parfois des airs de miroir et, de surcroît, de rétroviseur, compte tenu du manque de prise en compte de la dimension de la transformation numérique.

Je propose de croiser trois critères.

Celui de l'impact à court terme. Si l'on croit, et c'est mon cas avec la majorité de la communauté scientifique, à l'existence d'un point d'inflexion dans le changement climatique, qui marquera le début d'une accélération irréversible, alors nous sommes dans l'urgence. Dans la liste des meilleures mesures que proposait l'économiste américain Tyler Cohen dans un article récent, la modification des systèmes de

refroidissement arrivait en premier, sans surprise, compte tenu de l'impact majeur des gaz HFC (hydrofluorocarbures) sur le climat.

Celui des doubles impacts. Certaines mesures ont des effets bénéfiques cumulatifs sur le changement climatique et sur d'autres enjeux, sociaux ou économiques. On verra notamment dans cette catégorie la mutation de toutes les subventions néfastes pour le climat et leur réorientation vers de meilleurs usages. L'agriculture en constitue un excellent sujet, justement relevé par Bernard Cazeneuve.

Celui de la décentralisation. Les opinions publiques sont en pleine mutation. Et beaucoup de solutions peuvent être développées à l'échelle du territoire. C'est assez contre-intuitif pour un esprit français souvent très jacobin. Mais donner une dimension territoriale aux mesures, accepter même la concurrence entre les territoires, voire en jouer, c'est, je crois, retourner au profit de la cause environnementale quelques difficultés que la mutation numérique pose à un pouvoir centralisé.

Enfin et surtout, ces listes de mesures souffrent d'un défaut majeur : si l'on s'accorde assez facilement sur ce qu'il faudrait faire, au moins dans les cercles convaincus de l'urgence écologique, qui se sont beaucoup élargis, il est bien plus difficile de tomber d'accord sur le « comment ? ». C'était une des forces du Grenelle de l'environnement, qui s'appuyait sur une mobilisation des acteurs répartis en collèges, où ils débattaient autant de la manière que des mesures elles-mêmes.

J'esquisse une solution en suggérant ci-dessus comme troisième critère la décentralisation. Avec le recul, ce qui a eu le plus d'impact dans le Grenelle, c'est le mouvement de mobilisation qui a traversé l'opinion et les entreprises.

Dire cela, ce n'est pas pour moi verser dans un credo ultralibéral – celui que dénonce Bernard Cazeneuve au début de son article, au demeurant. Mais souligner qu'une politique publique bien organisée s'appuie sur les forces qui sont là, à sa disposition. Il ne s'agit pas de laisser faire le marché, qui se moque bien de l'écologie et n'a pas de sens moral – pourquoi en aurait-il ? Il s'agit de puiser l'énergie là où elle est. Une des mesures les plus efficaces du Grenelle a été, par exemple, la mobilisation des projets territoriaux dans une concurrence positive. On a vu émerger des élus, des *clusters* de petites entreprises qui se voulaient leaders. Des territoires abandonnés ou désindustrialisés en quête de projet, d'image et d'avenir. Associées, des politiques écologiques et numériques réellement transformatives ne se contenteront pas d'atténuer des déséquilibres sociaux et territoriaux. Elles donneront une nouvelle chance aux damnés de l'ordre ancien. En ce sens, elles seront véritablement révolutionnaires.

*Nathalie Kosciusko-Morizet.*

## David Levai

### *Du programme à l'action*

La teneur de l'article de Bernard Cazeneuve peut surprendre : il veut redonner corps au socialisme et à la social-démocratie en ces temps où nombreux sont ceux qui voudraient effacer le clivage gauche-droite. Il propose donc une nouvelle frontière idéologique ainsi qu'une logique d'intervention. Dans sa « théorie du changement », l'ancien Premier ministre place la ques-

tion environnementale et climatique au cœur d'un nouveau corpus que la gauche doit constituer afin de répondre aux angoisses et aux aspirations de ses concitoyens. Sa lutte contre les inégalités et leur reproduction demeure l'horizon infranchissable. Bernard Cazeneuve propose un nouveau prisme pour aborder la question environnementale, aujourd'hui source de nouvelles inégalités : une nouvelle écologie politique. Ce n'est pas sur le terrain politique que je souhaite lui répondre ici, mais en tant qu'expert des leviers d'une transition vers un monde résilient et neutre en carbone.

Cette transformation écologique, il ne la considère pas seulement comme désirable, il en fait une condition nécessaire pour répondre, d'une part, au défi inédit auquel l'humanité doit faire face et, d'autre part, aux aspirations sociales et aux valeurs de la gauche. Le changement climatique a un double impact sur les classes populaires : elles sont davantage touchées et payent un plus fort tribut du fait de leur précarité, de leur manque de ressources ou d'alternatives ; et, à leur tour, ces facteurs accroissent les inégalités existantes, allant fondamentalement à l'encontre des politiques volontaristes au cœur du modèle social européen. Les impacts des dérèglements climatiques dans les pays les plus pauvres ou vulnérables risquent de balayer les avancées de décennies de politique d'aide au développement. C'est aussi une réalité au niveau national dont la gauche ne saurait faire l'économie.

Enclencher la transformation écologique que Bernard Cazeneuve appelle de ses vœux suppose d'aller plus loin et d'identifier les écueils majeurs sur lesquels peuvent s'échouer les bonnes volontés souhaitant construire cette nouvelle société écologique. J'en vois quatre principaux. Ces obstacles sont implicites dans l'analyse portée par Bernard Cazeneuve, mais doivent être



identifiés comme tels. Si l'on veut aboutir, des réponses politiques, économiques, démocratiques, fiscales ou réglementaires seront nécessaires.

### *Les réalités géopolitiques*

Appeler à un rassemblement mondial face à la menace climatique, question universelle par excellence, ne manquera pas de plaire aux consciences de gauche élevées au son de *L'Internationale* ou, du moins, de l'internationalisme. Mais cet appel feint d'ignorer un certain nombre de réalités dans le jeu des puissances, mises à mal par la question climatique.

Ce serait éluder le fait que pour tous ceux qui en possèdent, les ressources fossiles et l'énergie sont un des facteurs de puissance majeurs dans la *Realpolitik*. Comment penser que la Russie ou l'Arabie saoudite puissent renoncer à leur propre influence géostratégique et à leur principale source de revenus ? Comment imaginer qu'un pays comme le Canada, dont l'industrie fossile engendre plus de 7 % du PIB et offre plusieurs centaines de milliers d'emplois, puisse saborder une partie de son économie au nom du vivre-ensemble ? Comment concevoir qu'une des économies les plus riches de la planète, l'Inde, qui conserve un taux de pauvreté élevé (près de 20 %) et dont près de cent millions de concitoyens n'ont toujours pas accès au réseau électrique<sup>1</sup>, puisse à la fois réduire ses émissions et offrir un accès abordable à l'énergie tout en permettant à des millions de personnes de sortir de la pauvreté ? Et s'il fallait choisir ?

Même dans le cadre d'une réflexion nationale, qui est celle que Bernard Cazeneuve a choisi de mettre en avant, on ne saurait faire l'économie d'une collaboration internationale. Ce serait se leurrer – ou peut-être est-ce simplement un mirage français – que de croire, comme

le fait Bernard Cazeneuve, à un « vaste mouvement d'harmonisation du droit environnemental » capable d'aller contre les intérêts stratégiques des grandes puissances. Il faudra bien plus que la simple volonté politique ou que l'excellence de la diplomatie française pour convaincre alliés et adversaires de rejoindre le giron des pays neutres en carbone. Les efforts diplomatiques qui ont précédé la COP 21 et permis de forger de solides coalitions internationales, dont l'Alliance solaire internationale<sup>2</sup>, l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables<sup>3</sup> ou celle sur les systèmes d'alerte précoce pour prévenir les catastrophes climatiques<sup>4</sup>, en sont l'illustration : poursuivre des alliances stratégiques, développer des coopérations techniques ou déployer des financements massifs est plus complexe à mettre en œuvre, mais plus susceptible de forger de solides coalitions avec tous types de partenaires, que de s'arc-bouter sur les valeurs occidentales, sur des grands principes, ou de donner des leçons de morale.

### *Les « perdants de la transition »*

Chaque transition économique crée des « gagnants » et des « perdants ». Si les précédentes

1. Un nombre qui a fortement diminué dans la décennie écoulée.

2. Lancée en marge de la COP 21 par le président français François Hollande et le Premier ministre indien Narendra Modi, l'Alliance solaire internationale (ASI) vise à accélérer le déploiement de l'énergie solaire dans la zone intertropicale.

3. AREI : lancée par 54 chefs d'État de l'Union africaine, cette initiative a vocation à soutenir le développement des énergies renouvelables sur le continent. À la COP 21, 10 bailleurs se sont engagés à mobiliser 10 milliards de dollars pour atteindre l'objectif de l'Initiative en 2020 (10 GW) dont la France, qui mobilisera 2 milliards d'euros.

4. CREWS : elle a pour objectif d'augmenter de manière significative la capacité de systèmes d'alerte intégrés multi-risques, à produire et à communiquer des alertes précoces sur les risques d'événements hydrométéorologiques et climatiques dangereux dans les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (SIDS).

étaient subies, celle-ci est choisie. Lors des bouleversements industriels passés, les transitions sont nées d'innovations technologiques et de nouveaux rapports de force économiques. Pourtant, la transformation écologique envisagée ici est le fruit d'un choix rationnel. Puisque la transition ne s'impose pas d'elle-même mais résulte de choix politiques assumés, les grands perdants de cette transition feront et font déjà tout leur possible pour l'empêcher. Sans s'aventurer dans une taxonomie des « perdants », on note que les forces d'opposition émanent soit du travail, soit du capital. Les premières se sont manifestées lors de l'épisode des Gilets jaunes, par exemple, qui a permis une prise de conscience subite de l'enjeu social de la transformation écologique, et elles sont largement prises en compte par Bernard Cazeneuve. En revanche, les forces de résistance du capital, bien plus puissantes, concentrées et organisées, semblent sous-estimées par l'ancien Premier ministre puisque absentes de ses réflexions. C'est pourtant un facteur majeur de risque.

Le secteur ayant le plus à perdre d'un monde neutre en carbone est celui des énergies fossiles et des industries extractives, puisque leur disparition est désormais planifiée d'ici à 2050. C'est pourtant une industrie extrêmement puissante qui a permis une accumulation de richesse considérable depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, un atout de poids dans sa lutte contre la transition. On l'a vu à travers le cynisme dont a fait preuve l'industrie pétrolière depuis des décennies, puisque, malgré une compréhension scientifique des facteurs et des conséquences d'un réchauffement planétaire, les principales compagnies pétrolières, dont Shell ou Exxon Mobil, ont occulté ces « détails » dans leur communication, niant jusqu'à récemment leur responsabilité dans les dérèglements climatiques.

C'est également une industrie extrêmement intensive en capital qui a investi et continue d'investir des milliards de dollars dans l'exploration, l'extraction, le transport et le raffinage des énergies fossiles – à travers tout un réseau de pipelines, d'usines, de terminaux portuaires et ferroviaires. Rien n'indique que cette industrie serait prête à abandonner les retours substantiels sur ces investissements. Au contraire, ils continueront de mettre leur immense puissance financière au service de leurs intérêts de court terme. On l'a vu lors des élections américaines de mi-mandat de 2018, lesquelles ont connu des financements de campagne sans précédents – cent millions de dollars dans trois États fédérés seulement – afin de bloquer des référendums locaux sur une taxe carbone<sup>5</sup> ou des quotas d'énergie renouvelable<sup>6</sup>. C'est tout le paradoxe d'une industrie pétrolière qui affiche un soutien de façade à une tarification du carbone, alors qu'elle lutte activement contre les avancées législatives et réglementaires, et vend déjà le gaz naturel comme l'« énergie de la transition », un non-sens environnemental en passe d'emporter la bataille de la communication. L'industrie fossile se prépare, elle aussi, à livrer un combat existentiel. Les dirigeants politiques devront donc prendre leurs responsabilités face à ces géants économiques : Total, par exemple, une des trois principales capitalisations boursières de l'indice CAC 40, est l'entreprise qui affiche le chiffre d'affaires le plus élevé et représente plus de 10 % de l'indice. C'est enfin une industrie concentrée géographiquement, qui peut s'appuyer sur le soutien de territoires et de leurs élus, de travailleurs et de leurs syndicats, tous dépendants des revenus et des emplois qui assurent

5. État de Washington.

6. États du Colorado et de l'Arizona.

leurs devenir. À moins de leur fournir des alternatives crédibles, ces forces politiques de terrain ne manqueront pas de les défendre.

Sortir de l'ère du pétrole roi, sans pour autant tomber dans celle du gaz, requerra bien plus de propositions concrètes que des déclarations de bonnes intentions. Il est nécessaire d'impliquer ces industries en amont et de les aider à progressivement transformer leur modèle économique et leurs structures de revenus. Il faudra être en mesure d'accompagner ces secteurs, fleurons de l'industrie française et européenne<sup>7</sup>, ainsi que leurs travailleurs si l'on souhaite faire de la transition écologique une réalité. D'autant qu'ils ne sont que la face émergée de l'iceberg. D'autres, dont la contribution aux émissions globales est importante, comme l'agriculture et l'agroalimentaire, sont loin d'avoir entamé leur transition. Bernard Cazeneuve en appelle à une réforme structurelle de la PAC, laquelle sera bientôt renégociée à Bruxelles. Elle porte encore en son sein des incitations à un modèle productiviste plutôt qu'à une conversion vers l'agro-écologie. Il faudra cependant être en mesure d'exiger du secteur agro-alimentaire français autre chose que sa bonne volonté si les pouvoirs publics espèrent en faire un moteur, et non un frein, vers une Europe de l'alimentation saine et responsable<sup>8</sup>.

#### *La compétition pour l'espace*

Grâce aux travaux scientifiques et notamment le rapport du GIEC sur les terres, publié en août 2019, il est établi qu'une des principales réponses au changement climatique passe par ce que l'on nomme l'« usage des terres », c'est-à-dire l'utilisation du sol, des récoltes et des forêts pour pomper et stocker cet excédent de dioxyde de carbone dont nous inondons notre atmosphère.

Les terres sont en effet une des clés de la transition. Tout d'abord, les forêts jouent le rôle de « puits<sup>9</sup> » de carbone – le second après l'océan, en absorbant près de 30 % des émissions mondiales. Atteindre la neutralité nette – c'est-à-dire un équilibre entre les émissions de CO<sub>2</sub> et les quantités absorbées – suppose donc d'accroître la couverture forestière non seulement en stoppant la déforestation, au niveau mondial, mais en pratiquant également l'afforestation ou la reforestation. Ce sont ensuite de nouvelles cultures qui doivent permettre de produire ces biocarburants nécessaires à opérer une substitution des énergies fossiles actuelles comme le gaz ou le pétrole. La massification de la biomasse pour se chauffer ou des bio-fuels pour le transport de personnes comme de marchandises va demander un accroissement conséquent des surfaces cultivées. Enfin, les énergies renouvelables, en particulier le solaire et l'éolien, sont friandes en terres disponibles. Le volume de surface qu'il faudra ainsi recouvrir afin de produire de façon déconcentrée toute notre électricité sera donc important.

Comment alors combiner cette demande supplémentaire en terres disponibles avec les besoins alimentaires d'une population toujours en croissance, alors même que la hausse des rendements du modèle productiviste atteint ses limites? Allons plus loin : alors que, d'une part, l'espace disponible est restreint et que l'expansion

7. Quatre des dix plus grosses compagnies pétrolières mondiales sont européennes : Shell, BP, Total et ENI.

8. L'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI) a récemment publié une étude montrant qu'à certaines conditions l'Europe pourrait être entièrement agro-écologique en 2050 et nourrir durablement 530 millions d'Européens.

9. Réservoirs qui absorbent une partie du carbone présent dans l'atmosphère en le séquestrant le plus souvent dans de la matière organique, notamment grâce à la photosynthèse, par exemple : océans, sols, forêts.

des activités humaines et de l'urbanisation fait déjà peser une menace fatale sur un certain nombre d'espèces, et que chaque jour davantage de terres sont nécessaires pour s'émanciper de notre dépendance aux énergies fossiles, comment pourrions-nous concilier protection de la biodiversité et lutte contre le changement climatique<sup>10</sup> ? Les champs d'éoliennes se sont déjà fait de nombreux ennemis au niveau local en Europe. Que se passera-t-il une fois que les oiseaux devront modifier leurs routes migratoires du fait de leur densité ? Comment ne pas y voir des sources de tensions larvées et de conflits à venir ?

Il est loin d'être certain que l'intervention de la main invisible du marché pour rémunérer les services écosystémiques ne suffise à rendre vertueux ce cercle de pression sur les sols.

*Ajuster  
notre processus démocratique*

Bernard Cazeneuve pointe du doigt la tension que fait porter la question environnementale et climatique sur le fonctionnement de nos démocraties et propose des remèdes. Au risque de formuler des vœux pieux, il est catégorique : réinventer notre pratique démocratique est une condition nécessaire pour éviter qu'elle ne succombe aux remous d'une transformation économique profonde.

Cela recouvre deux dimensions différentes.

D'abord la temporalité incompatible entre le temps court du choix politique et une question écologique de long terme, laquelle suppose une action massive et immédiate dont les coûts et les conséquences ne seront pas véritablement mesurables avant des décennies. Comment combiner changement systémique et cycles politiques courts ?

Il convient donc, à la faveur de la représenta-

tion populaire, que nos élus, savants et érudits soient capables de prendre des décisions de court terme utiles à long terme mais susceptibles de déplaire à une partie de l'électorat, voire de l'aliéner, risquant ainsi leur futur politique. Outre les exemples des présidents Trump et Bolsonaro, chantres d'un modèle ultraproductiviste gagé sur la captation des ressources naturelles, on voit que bien des figures politiques peinent à comprendre les questions de trajectoire de long terme et l'impact des « dépendances au sentier », c'est-à-dire cette difficulté, voire cette incapacité, à s'émanciper d'un modèle économique une fois adopté. En effet, nombre de décisions concernant les infrastructures ou les systèmes énergétiques prises aujourd'hui auront un impact pendant les cinquante prochaines années, voire jusqu'à la fin du siècle. Fondées sur des choix politiques ou électoralistes, elles risqueraient de verrouiller l'empreinte carbone de certains secteurs économiques.

L'exemple du gaz qui parvient doucement à s'imposer comme une énergie de la transition bas carbone est frappant : passer du charbon ou du pétrole au gaz pour produire de l'électricité réduit les émissions de CO<sub>2</sub>, et l'on peut effectivement mesurer un bénéfice à court terme. Cependant, une fois ces infrastructures de production et de transport converties, leur durée de vie, au-delà de cinquante ans, est incompatible avec une production électrique décarbonée nécessaire avant 2040 pour espérer tenir les scénarios du GIEC.

De la même manière, la Chine mène depuis quelques années une politique agressive de croissance à l'export en finançant tout un ensemble d'infrastructures dans plus de soixante-

10. « After the Alarm. Structuring the Solutions Debate for Climate and Biodiversity » (Alexandra Deprez *et al.*), IDDRI Policy Brief, à paraître.





Le Débat Numéro 207 – novembre-décembre 2019  
**Pierre Nora**

Cette édition électronique du livre  
*Le Débat Numéro 207 – novembre-décembre 2019* de Pierre Nora  
a été réalisée le 7 novembre 2019  
par les Éditions Gallimard  
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage  
(ISBN : 9782072872815 - Numéro d'édition : 360208)  
Code Sodis : U30015 - ISBN : 9782072872853.  
Numéro d'édition : 360212